



MACRON VERROUILLE LE DÉBAT,

Vous avez dû recevoir la lettre du président. Le message est clair : je vous écoute mais ne comptez pas sur moi pour entendre vos demandes sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minimas sociaux et pas question de rétablir l'ISF. Bref, rien sur les légitimes revendications qui, depuis des mois, fondent la colère des retraités et du mouvement des gilets jaunes.

LA CGT RETRAITÉS VOUS DONNE LA PAROLE !



POUVOIR D'ACHAT :

- L'annulation et le remboursement de la hausse de la CSG pour tous les retraités. oui non
- Sur les trois années, nous perdons plus de 2 mois de pension. Nous exigeons le rattrapage. oui non
- Le retour à l'indexation sur les salaires, oui non
- Pas de pension inférieure au SMIC (1800 € revendiqués par la CGT) oui non
- Le maintien de la pension de réversion sans conditions de ressources et étendue aux pacsés et aux concubins.. oui non

Votre avis :
.....
.....
.....



JUSTICE FISCALE !

La fiscalité est un puissant moyen de financement des investissements pour répondre aux besoins sociaux et économiques et réduire les inégalités, à condition que l'effort soit justement réparti. Un impôt juste est un bon moyen de financer nos besoins dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports et des services de proximité.

- Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) oui non
- Redonner à l'impôt sur le revenu sa place en l'élargissant à tous les revenus financiers et du patrimoine. oui non
- Rendre l'impôt plus progressif en augmentant le nombre de tranches et le taux d'imposition des plus riches oui non
- Réduire les taux de TVA, impôt injuste payé par tous, notamment sur les produits de première nécessité oui non
- Rétablir la demi-part fiscale pour les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant oui non
- Réformer la fiscalité locale afin de diminuer les charges des ménages à faible revenu et rendre les entreprises responsables par rapport au territoire. oui non
- Lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. (80 à 120 Milliards d'€ par an en France) oui non

Votre avis :
.....
.....
.....

SANTÉ, des moyens à la hauteur des besoins

Notre système de santé rencontre aujourd'hui de graves difficultés (accès aux soins, fermeture d'hôpitaux, privatisation accrue de la médecine, de moins en moins de médicaments remboursés, trop de dépassements d'honoraires, manque de médecins...).

- Pour des hôpitaux publics de proximitéoui non
- Développer des centres de santé pluri professionnels publics de proximité, gérés par les collectivités localesoui non
- Des moyens pour les urgences 24h/24oui non
- Reconquérir une Sécurité sociale du XXIe siècle, couvrant l'ensemble des besoins de la naissance à la mortoui non
- Aller vers le remboursement à 100 % de la prévention et des soins par la Sécurité Socialeoui non
- Des EHPAD Publics (Maisons de retraite) à des tarifs accessibles à tousoui non
- Mettre fin aux dépassements d'honorairesoui non
- L'accès à la couverture complémentaire doit être garantie à tousoui non

Votre avis :

.....

.....

.....

SERVICES PUBLICS, pour tous, partout

Les services publics sont des biens communs qui contribuent à réduire les inégalités. Dire que les services publics coûtent cher est un non-sens. L'entretien des villes, des routes, l'aménagement du territoire, l'accès à la santé, l'enseignement... reviendraient plus chers s'ils étaient confiés à des sociétés privées. Les autoroutes, les EHPAD (maisons de retraites) privées, l'Energie (privatisation et découpage d'EDF), la gestion de l'eau ou les dépassements d'honoraires sont autant d'exemples du coût des privatisations supporté par les citoyens.

- Le maintien ou la réouverture des services publics de proximité (bureaux de poste, lignes ferroviaires, centre des impôts...)oui non
- Des accueils physiques pour recevoir les usagersoui non
- Plus de personnels correspondant aux besoinsoui non
- Nationaliser les autoroutesoui non
- Une gestion publique de l'énergie (gaz et électricité) et de l'eauoui non

Votre avis :

.....

.....

